

N°368  
JANVIER  
2021

# BULLETIN MENSUEL

L'AGENCE FRANCE TRÉSOR A POUR MISSION DE GÉRER LA DETTE ET LA TRÉSORERIE DE L'ÉTAT AU MIEUX DES INTÉRÊTS DU CONTRIBUABLE ET DANS LES MEILLEURES CONDITIONS DE SÉCURITÉ

Actualité de l'Agence France Trésor

page 1

Actualité économique

page 2

Données générales sur la dette

page 3

Marché secondaire

page 5

Dettes négociables de l'État

page 6

Économie française et comparaisons internationales

page 8

Actualité de l'Agence France Trésor

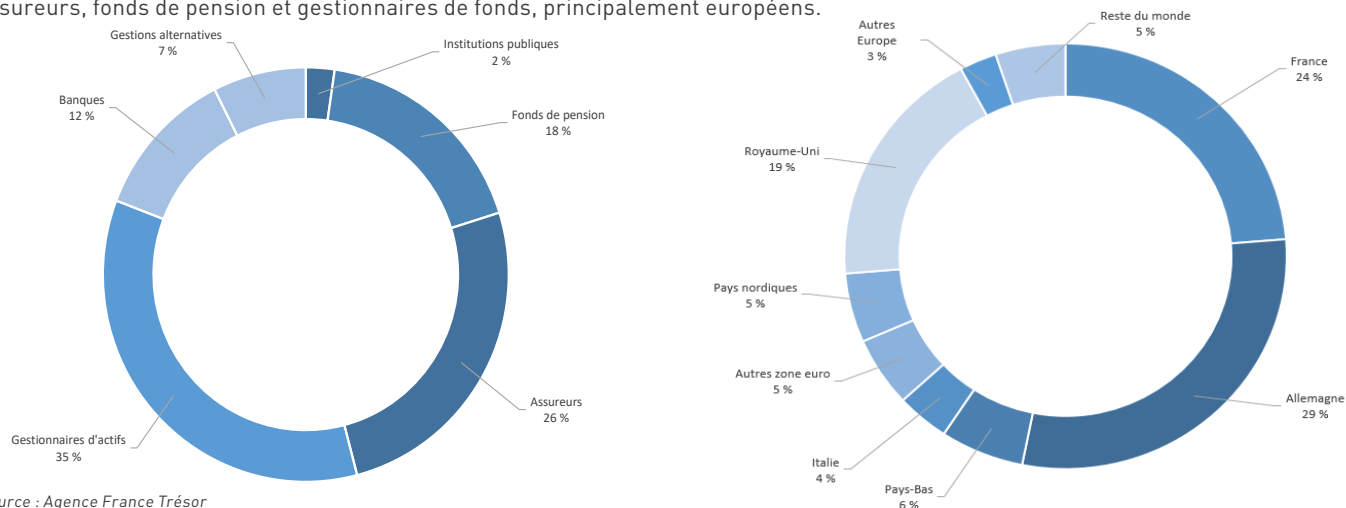
## LE LANCEMENT PAR SYNDICATION DE L'OAT 0,50 % 25 MAI 2072 POUR UN MONTANT RECORD DE 7 MILLIARDS D'EUROS ET À UN TAUX À L'ÉMISSION HISTORIQUEMENT BAS DE 0,593 % CONFIRME LE POSITIONNEMENT DE RÉFÉRENCE DE LA FRANCE SUR LA PARTIE TRÈS LONGUE DE LA COURBE DES TAUX EN EUROS

Le mardi 19 janvier, l'AFT a lancé par syndication une nouvelle OAT de référence à 50 ans, l'OAT 0,50 % 25 mai 2072, pour un montant de 7 milliards d'euros, nouveau record sur cette maturité. Le prix a été établi à 95,895, reflétant un taux de rendement à l'émission de 0,593 %, soit le niveau de taux le plus bas jamais observé par l'AFT lors de l'émission, par adjudication ou par syndication d'une obligation de référence à 50 ans. Il s'agit également de la plus importante injection de risque de taux (proportionnelle au produit du volume émis par la durée des titres) depuis la création des marchés de taux en euros. Il s'agit enfin de la plus importante extension de la courbe de taux française en termes de durée (11 années).

Pour mémoire, l'AFT a ouvert le 23 février 2005 le marché des titres à 50 ans en euros en lançant l'OAT 4,00 % 25 avril 2055 pour 6 milliards d'euros puis l'a régulièrement entretenu par la création de nouveaux titres de référence, l'OAT 4,00 % 25 avril 2060 lancée le 10 mars 2010 et l'OAT 1,75 % 25 mai 2066 émise le 13 avril 2016 pour des montants respectifs de 5 et 3 milliards d'euros, ainsi que par leur réabondement régulier à l'occasion des opérations d'adjudications. L'OAT 0,50 % 25 mai 2072 est la première à rencontrer une demande aussi soutenue de la part de l'ensemble des investisseurs.

En effet, plus de 400 investisseurs finaux ont souscrit à l'opération pour une demande totale record pour cette maturité de 75 milliards d'euros, ce qui illustre l'appétit désormais établi de certains investisseurs pour des titres de maturité longue - en dépit d'une forte baisse du rendement de ces titres. À noter que le volume du livre d'ordres reflète aussi l'inflation, observée depuis plusieurs années mais accélérant au cours des derniers mois, du montant des ordres de certains investisseurs en anticipation de leur forte dilution lors de l'allocation.

Les investisseurs de long terme ont été privilégiés sur cette transaction. Ainsi, les quatre cinquièmes de l'émission ont été alloués aux assureurs, fonds de pension et gestionnaires de fonds, principalement européens.



Source : Agence France Trésor

Les chefs de file de cette opération étaient BNP Paribas, Deutsche Bank, HSBC, J.P. Morgan et Société Générale. Tous les spécialistes en valeurs du Trésor faisaient partie du syndicat.

Cette opération, suivie des adjudications de titres à moyen terme et indexés du 21 janvier 2021, porte à 32,2 milliards d'euros le montant des émissions de dette à moyen et long terme déjà réalisées par l'Agence France Trésor sur le premier mois de l'année et à 12,4 % le taux de réalisation du programme de financement 2021 de 260 milliards d'euros, contre 11,0 % du programme final (c'est-à-dire rehaussé à 260 milliards d'euros en juin 2020) en 2020 et 10,3 % en 2019.

À travers cette syndication, la France réaffirme son statut d'émetteur de référence en zone euro et assure sa capacité à animer l'ensemble de ses points de courbe, notamment sur la partie très longue, afin de garantir la liquidité de ses titres. Dans ce contexte économique et sanitaire dégradé, c'est aussi une nouvelle preuve de confiance des investisseurs dans l'économie française, la signature et la qualité de crédit de la France tandis que les conditions de marché demeurent très favorables : le coût de financement à moyen et long terme de la France s'établit à -0,05 % à fin janvier 2021, contre -0,13 % en moyenne en 2020, un taux négatif pour la première fois.

Nous nous attendons à ce que le pari de la reflation (*reflation trade*) trouve un nouvel élan grâce aux puissants plans de relance récemment adoptés et au déploiement accéléré apparemment réussi de plusieurs vaccins. Dans un marché médusé par des perspectives de rendements obligataires nominaux en hausse (nous prévoyons 1,5 % pour les rendements des obligations du Trésor américain à 10 ans), nous nous concentrons sur les deux indicateurs clés que nous estimons les plus pertinents pour les stratégies d'investissement : 1) les rendements réels, qui se trouvent en effet à un niveau historiquement bas, et 2) la repentification de la courbe des taux, qui joue un rôle essentiel dans la rotation sectorielle/dispersion des actions.

Le début d'année a été mouvementé sur le front politique, ce qui s'est avéré certainement positif pour les actifs à risque, le pari de la reflation demeurant au cœur des stratégies d'investissement gagnantes. En effet, en septembre, nous avons réévalué à la hausse les obligations indexées sur l'inflation et maintenu une pondération complète des cours des matières premières (50 % or, 50 % reste des matières premières) car non seulement les plans de relance sont massifs dans tous les pays et de grande envergure (budgétaire + monétaire + intervention publique ciblée), mais aussi car ils devraient rester en vigueur longtemps après le pic de contaminations. Cela dit, au vu de la violente vague hivernale en cours et des quelques variants dangereux qui seraient à l'œuvre, le pic semble encore loin. Toutefois, l'autorisation/le déploiement de plusieurs vaccins basés sur des technologies différentes annonce non seulement l'immunisation accélérée de la population mais ouvre également la voie à des politiques de vaccination ciblées pour des groupes particuliers (âge, etc.) lorsque davantage d'informations sur leurs effets seront connues (nous en apprenons plus chaque jour). Il est à espérer que, dans ce contexte, les prévisions de l'OMS selon lesquelles l'« immunité de groupe » (60 % de la population) ne sera pas atteinte en 2021 s'avèreront pessimistes.

À première vue, les investisseurs pourraient conclure que la vague actuelle du virus représente un vent contraire pour les actifs à risque car elle met en péril la croissance du trimestre prochain et donc les résultats des entreprises. Mais ce serait à tort. Les changements survenus à Washington libèrent la voie aux initiatives du gouvernement américain, puisque le Sénat a effectivement changé de mains, que les démocrates contrôlent désormais les deux chambres et qu'ils sont sur la même longueur d'onde que le Président. Du coup, tous les regards se tournent donc maintenant vers le discours sur l'état de l'Union, qui sera probablement prononcé en février (aucune date n'est connue au moment où nous écrivons ces lignes). Le discours sur l'état de l'Union représente depuis toujours l'occasion pour le Président de définir ses priorités en termes de politiques et de réformes, non seulement pour l'année à venir, mais aussi pour toute la durée de son mandat de quatre ans. Nous serons particulièrement attentifs aux annonces dans au moins quatre domaines sensibles pour les marchés : 1) les changements apportés à la politique de santé et leurs effets, 2) les nouvelles mesures budgétaires visant à soutenir l'économie, 3) la « diplomatie » économique et notamment les relations entre les États-Unis et la Chine, et 4) tout durcissement réglementaire à l'encontre des grandes entreprises technologiques (américaines).

Au niveau du marché, les grandes lignes de notre stratégie restent inchangées, c'est-à-dire que le marché devrait rester (à juste titre) concentré sur l'objectif ultime : les vaccins contribuent à lutter contre le virus et déclenchent ensuite une croissance accélérée de l'économie, ce qui entraîne une hausse des rendements obligataires nominaux. Cela s'observe déjà en Chine mais se fait encore attendre aux États-Unis (nous prévoyons toujours un rendement de 1,5 % sur les obligations du Trésor à 10 ans). L'Europe ne restera pas insensible aux tendances américaines une fois que la vague actuelle de contaminations aura faibli, peut-être après une nouvelle série de mesures de confinement sévères.

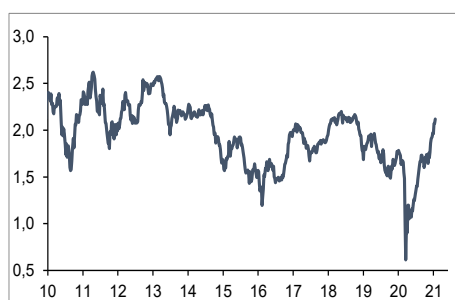
Cette semaine, nous examinons deux paramètres essentiels à la construction de portefeuilles :

1) Les anticipations d'inflation augmentent plus vite que les rendements nominaux, ce qui se traduit par des rendements réels extrêmement faibles. Si ce n'est pas l'objectif explicite de la Fed, il s'agit néanmoins d'un coup d'accélérateur pour les actifs à risque tant que les primes de risque sur actions restent élevées (c.-à-d. le rendement supérieur qu'il est possible d'obtenir en acquérant des actions plutôt que des obligations chaque année jusqu'à l'infini). Nous avons perdu environ 110 points de base depuis septembre 2020, avec une baisse de 6,1 % à 5 % en raison d'une combinaison d'indices actions plus élevés et de faibles perspectives de croissance des résultats pour le 4<sup>ème</sup> trimestre de 2020, suite aux mesures de confinement et à la hausse des rendements obligataires.

Mais les niveaux actuels continuent d'être synonymes d'actions « bon marché » par rapport aux obligations même si l'écart s'est réduit. Des taux réels nettement négatifs permettront de maîtriser les écarts de crédit pour le moment et de maintenir le dollar à un niveau bas, alimentant en retour des anticipations d'inflation plus élevées, un dollar encore plus faible et des prix des matières premières en hausse – les flux vers les actifs émergents ont également été abondants ces derniers temps. Nous voyons apparaître un nouvel appel à la convergence de la volatilité des actions vers les écarts de crédit pertinents, ce qui contribuera à une nouvelle hausse des actions.

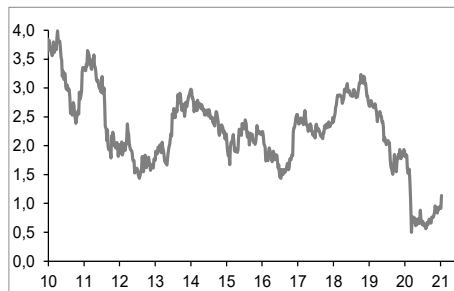
2) Le processus de redressement de la courbe des rendements aux États-Unis façonne certains thèmes en matière de crédit et d'actions. La réduction de la durée de portefeuille reste, selon nous, essentielle à ce stade du cycle du marché. Certaines rotations sectorielles sont induites par la courbe – mais la bascule des valeurs de croissance vers les valeurs décotées ne semble pas assez granulaire pour offrir le meilleur des rendements attendus.

**Graphique 1 : point mort d'inflation à 10 ans aux États-Unis**



Source : Datastream, Bloomberg, SG Cross Asset Research

**Graphique 2 : rendement des obligations du Trésor américain à 10 ans**



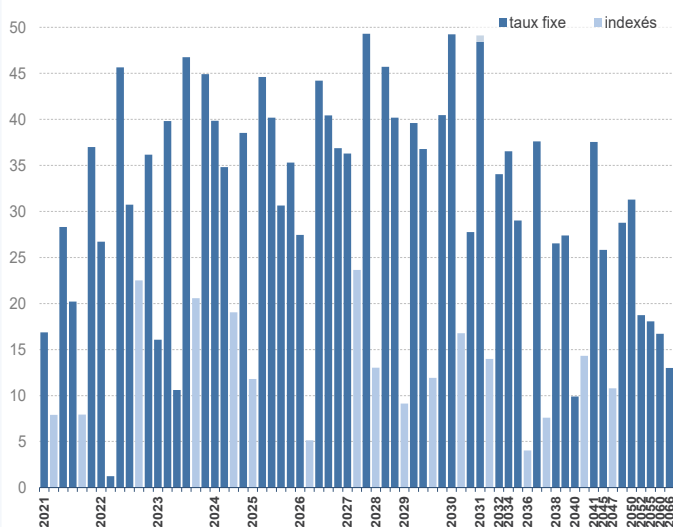
### CALENDRIER INDICATIF D'ADJUDICATION

		Court terme					Moyen terme	Long terme	Indexés
Février 2021	date d'adjudication	1	8	15	22	/	18	4	18
	date de règlement	3	10	17	24	/	22	8	22
Mars 2021	date d'adjudication	1	8	15	22	29	18	4	18
	date de règlement	3	10	17	24	31	22	8	22

Source : Agence France Trésor

### DETTE NÉGOCIABLE À MOYEN ET LONG TERME DE L'ÉTAT AU 31 DÉCEMBRE 2020

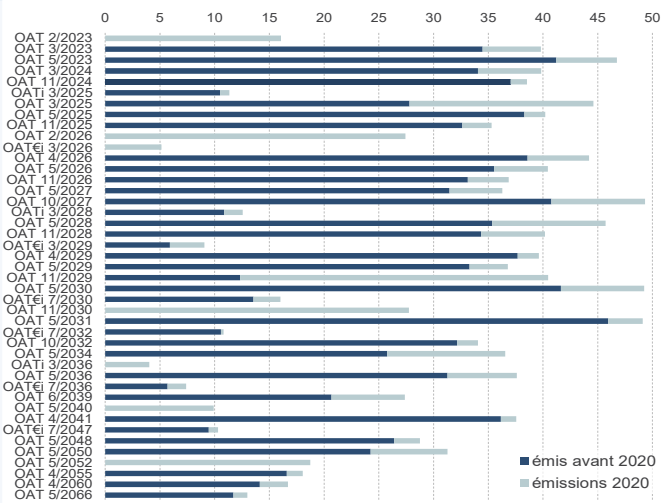
ENCOURS ACTUALISÉ PAR LIGNE, EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Agence France Trésor

### MOYEN ET LONG TERME : ÉMISSIONS DE L'ANNÉE ET CUMUL AU 31 DÉCEMBRE 2020

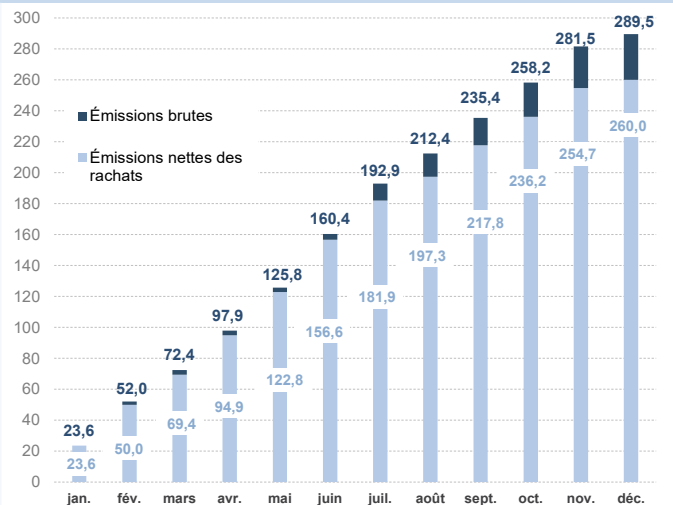
EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Agence France Trésor

### ÉMISSIONS AU 31 DÉCEMBRE 2020

EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Agence France Trésor

### MOYEN ET LONG TERME : ÉCHÉANCIER PRÉVISIONNEL AU 31 DÉCEMBRE 2020

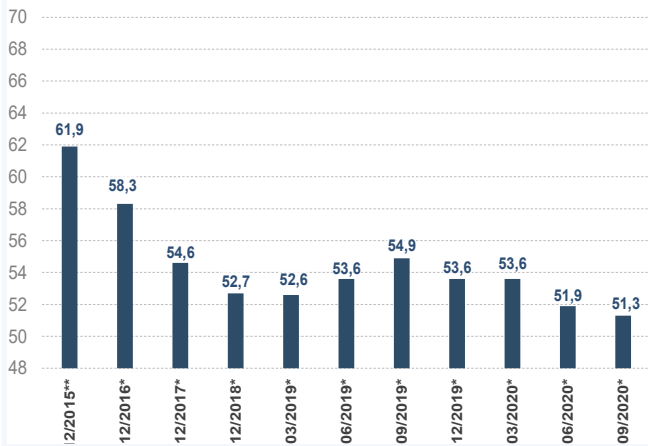
EN MILLIARDS D'EUROS

Mois	Intérêts	Amortissements
janv-21		
févr-21		16,8
mars-21	0,1	7,9
avr-21	11,6	28,3
mai-21	8,1	20,2
juin-21	0,5	
juil-21	2,4	8,0
août-21		
sept-21		
oct-21	10,1	37,0
nov-21	1,4	
déc-21		

Source : Agence France Trésor

## DÉTENTION PAR LES NON-RÉSIDENTS DES TITRES DE LA DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT : 3<sup>ÈME</sup> TRIMESTRE 2020

EN % DE LA DETTE NÉGOCIABLE EXPRIMÉE EN VALEUR DE MARCHÉ



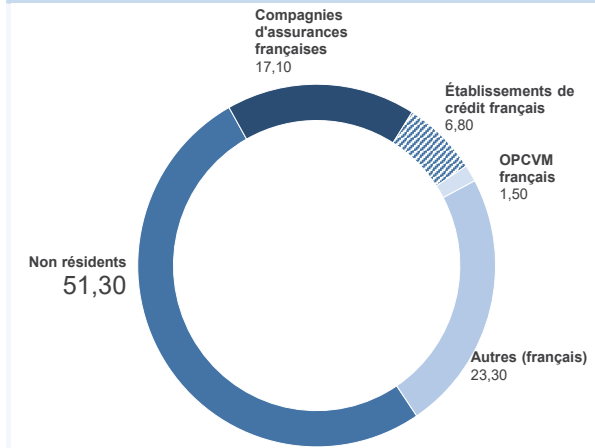
\* Chiffres établis avec les positions titres trimestrielles

\*\* Chiffres révisés avec la position titres du dernier rapport annuel

Source : Banque de France

## DÉTENTION DES TITRES DE LA DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT PAR GROUPE DE PORTEURS : 3<sup>ÈME</sup> TRIMESTRE 2020

STRUCTURE EN % EXPRIMÉE EN VALEUR DE MARCHÉ



Source : Banque de France

## DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT AU 31 DÉCEMBRE 2020

EN EUROS

<b>Total dette à moyen terme et long terme</b>	<b>1 839 406 134 752</b>
Encours démembré	58 408 459 600
Durée de vie moyenne	8 ans et 325 jours
<b>Total dette à court terme</b>	<b>161 608 000 000</b>
Durée de vie moyenne	122 jours
<b>Encours total</b>	<b>2 001 014 134 752</b>
<b>Durée de vie moyenne</b>	<b>8 ans et 73 jours</b>

Source : Agence France Trésor

## DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT DEPUIS FIN 2018 AU 31 DÉCEMBRE 2020

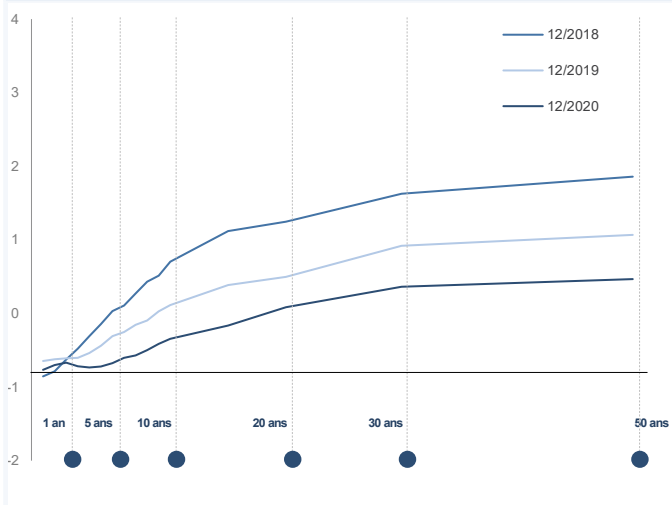
EN MILLIARDS D'EUROS

	Fin 2018	Fin 2019	Fin 2020	Fin nov 2020	Fin déc 2020
<b>Encours de la dette négociable</b>	<b>1,756</b>	<b>1,823</b>	<b>2,001</b>	<b>1,999</b>	<b>2,001</b>
<i>dont titres indexés</i>	220	226	220	220	220
<b>Moyen et Long Terme</b>	<b>1,644</b>	<b>1,716</b>	<b>1,839</b>	<b>1,834</b>	<b>1,839</b>
<b>Court Terme</b>	113	107	162	165	162
<b>Durée de vie moyenne de la dette négociable</b>					
	<b>7 ans</b>	<b>8 ans</b>	<b>8 ans</b>	<b>8 ans</b>	<b>8 ans</b>
	336 jours	63 jours	73 jours	78 jours	73 jours

Source : Agence France Trésor

### COURBE DES TAUX SUR TITRES D'ÉTAT FRANÇAIS

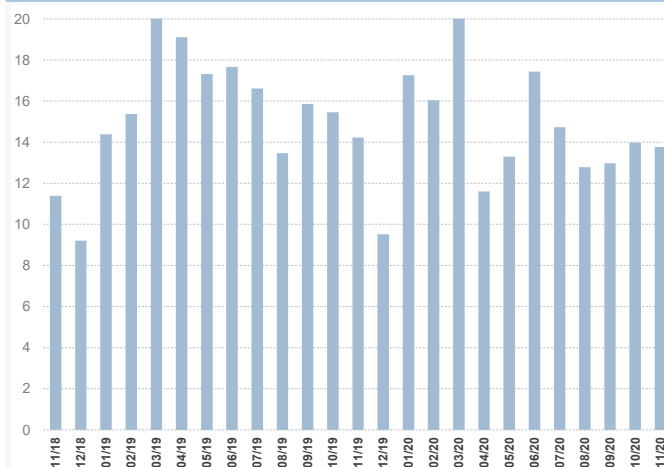
VALEUR EN FIN DE MOIS, EN %



Source : Bloomberg

### VOLUME MOYEN DES TRANSACTIONS QUOTIDIENNES SUR LES TITRES À MOYEN ET LONG TERME

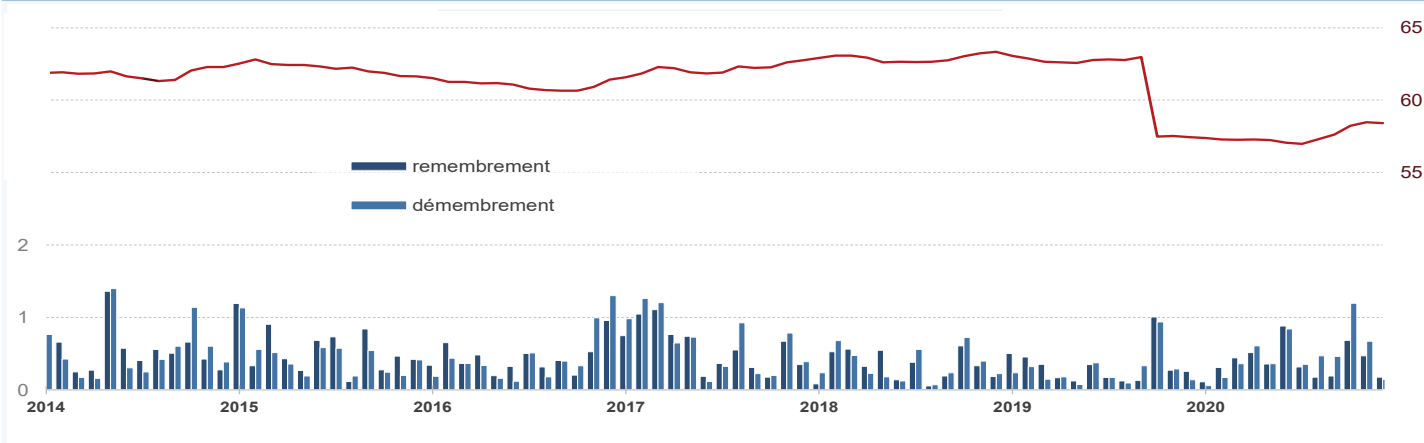
EN MILLIARDS D'EUROS



Source : déclarations des SVT, hors flux réalisés dans le cadre du programme d'achats de titres du secteur public du système européen de l'Eurosysteme

### MONTANT DES OPÉRATIONS DE DÉMEMBREMENT ET DE REMEMBREMENT

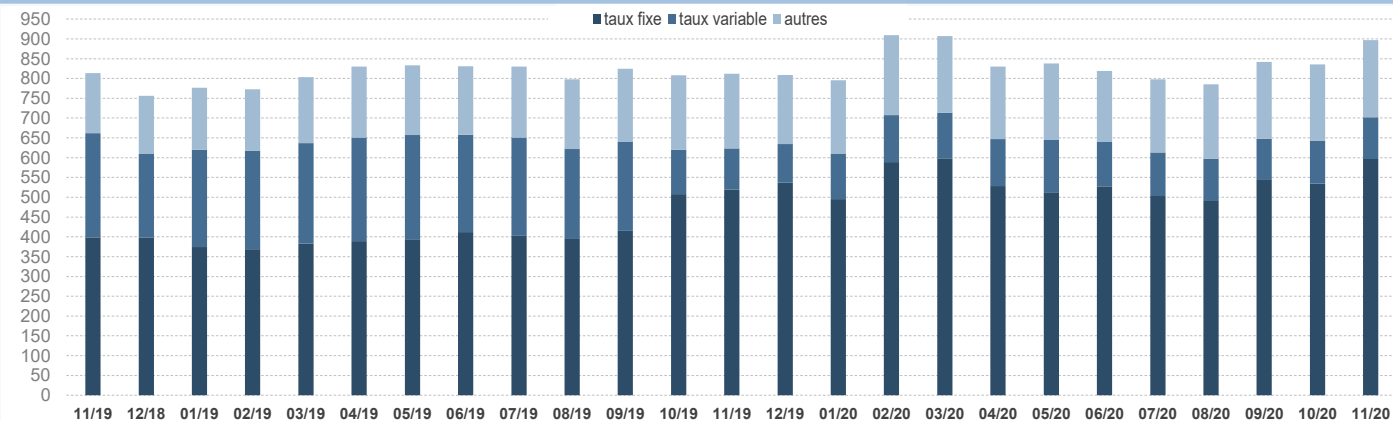
EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Euroclear

### ENCOURS CUMULÉS DES PENSIONS DES SVT EN FIN DE MOIS

EN MILLIARDS D'EUROS



Source : déclarations des SVT

**DETTE À COURT TERME AU 31 DÉCEMBRE 2020**

Code ISIN	Échéance	Encours (€)
FR0126310244	BTF 6 janvier 2021	6 901 000 000
FR0126310251	BTF 13 janvier 2021	8 020 000 000
FR0126461591	BTF 20 janvier 2021	4 640 000 000
FR0125848673	BTF 27 janvier 2021	5 477 000 000
FR0126461609	BTF 3 février 2021	6 897 000 000
FR0126310269	BTF 10 février 2021	6 617 000 000
FR0126461617	BTF 17 février 2021	6 743 000 000
FR0125848681	BTF 24 février 2021	6 755 000 000
FR0126461625	BTF 3 mars 2021	9 417 000 000
FR0126310277	BTF 10 mars 2021	6 283 000 000
FR0125848699	BTF 24 mars 2021	8 170 000 000
FR0126461658	BTF 8 avril 2021	7 307 000 000
FR0126001785	BTF 21 avril 2021	10 971 000 000
FR0126461666	BTF 5 mai 2021	7 411 000 000
FR0126001793	BTF 19 mai 2021	8 329 000 000
FR0126001801	BTF 16 juin 2021	10 585 000 000
FR0126310285	BTF 14 juillet 2021	7 449 000 000
FR0126310293	BTF 11 août 2021	6 688 000 000
FR0126310301	BTF 8 septembre 2021	8 685 000 000
FR0126461682	BTF 6 octobre 2021	6 595 000 000
FR0126461690	BTF 4 novembre 2021	8 022 000 000
FR0126461708	BTF 1 décembre 2021	3 646 000 000

**DETTE À MOYEN ET LONG TERME (ÉCHÉANCES 2021 - 2023) AU 31 DÉCEMBRE 2020**

Code ISIN	Libellé	Encours (€)	Coeff. ind.	Encours nomi. (€)	Démembrés (€)	CAC*
<b>Échéance 2021</b>		<b>118 180 760 520</b>				
FR0013311016	OAT 0,00 % 25 février 2021	16 847 000 000			0	x
FR0013140035	OAT€i 0,10 % 1 mars 2021	7 910 782 620 (1)	1,04557	7 566 000 000	0	x
FR0010192997	OAT 3,75 % 25 avril 2021	28 307 000 000			0	
FR0013157096	OAT 0,00 % 25 mai 2021	20 209 000 000			0	x
FR0011347046	OATi 0,10 % 25 juillet 2021	7 915 977 900 (1)	1,04778	7 555 000 000	0	
FR0011059088	OAT 3,25 % 25 octobre 2021	36 991 000 000			0	
<b>Échéance 2022</b>		<b>163 010 668 450</b>				
FR0013398583	OAT 0,00 % 25 février 2022	26 720 000 000			0	x
FR0000571044	OAT 8,25 % 25 avril 2022	1 243 939 990			310 888 400	
FR0011196856	OAT 3,00 % 25 avril 2022	45 642 000 000			0	
FR0013219177	OAT 0,00 % 25 mai 2022	30 738 000 000			0	x
FR0010899765	OAT€i 1,10 % 25 juillet 2022	22 509 728 460 (1)	1,13382	19 853 000 000	0	
FR0011337880	OAT 2,25 % 25 octobre 2022	36 157 000 000			0	
<b>Échéance 2023</b>		<b>178 726 501 503</b>				
FR0013479102	OAT 0,00 % 25 février 2023	16 070 000 000			0	x
FR0013283686	OAT 0,00 % 25 mars 2023	39 815 000 000			0	x
FR0000571085	OAT 8,50 % 25 avril 2023	10 606 195 903			5 335 565 200	
FR0011486067	OAT 1,75 % 25 mai 2023	46 748 000 000			0	x
FR0010585901	OATi 2,10 % 25 juillet 2023	20 569 305 600 (1)	1,13970	18 048 000 000	0	
FR0010466938	OAT 4,25 % 25 octobre 2023	44 918 000 000			440 085 000	

(1) valeur nominale x coefficient d'indexation (valeur nominale si le coefficient est inférieur à 1)

\* Les certificats des titres créés après le 1er janvier 2013 sont assortis de clauses d'action collectives (CAC) comme tous les titres obligataires de la zone euro, par conséquent non assimilables aux souches émises avant cette date.

**DETTE À MOYEN ET LONG TERME (ÉCHÉANCES 2024 ET PLUS) AU 31 DÉCEMBRE 2020**

Code ISIN	Libellé	Encours (€)	Coeff. ind.	Encours nomi. (€)	Démembrés (€)	CAC*
<b>Échéance 2024</b>		<b>132 211 035 820</b>				
FR0013344751	OAT 0,00 % 25 mars 2024	39 839 000 000			0	x
FR0011619436	OAT 2,25 % 25 mai 2024	34 810 000 000			0	x
FR0011427848	OAT€i 0,25 % 25 juillet 2024	19 026 035 820 (1)	1,06178	17 919 000 000	0	x
FR0011962398	OAT 1,75 % 25 novembre 2024	38 536 000 000			42 000 000	x
<b>Échéance 2025</b>		<b>162 571 687 448</b>				
FR0012558310	OATi 0,10 % 1 mars 2025	11 791 759 330 (1)	1,03883	11 351 000 000	0	x
FR0013415627	OAT 0,00 % 25 mars 2025	44 618 000 000			0	x
FR0012517027	OAT 0,50 % 25 mai 2025	40 197 000 000			0	x
FR0000571150	OAT 6,00 % 25 octobre 2025	30 653 928 118			2 801 064 400	
FR0012938116	OAT 1,00 % 25 novembre 2025	35 311 000 000			0	x
<b>Échéance 2026</b>		<b>154 100 000 000</b>				
FR0013508470	OAT 0,00 % 25 février 2026	27 435 000 000			0	x
FR0013519253	OAT€i 0,10 % 1 mars 2026	5 151 000 000 (1)	0,99614	5 151 000 000	0	x
FR0010916924	OAT 3,50 % 25 avril 2026	44 202 000 000			0	
FR0013131877	OAT 0,50 % 25 mai 2026	40 437 000 000			0	x
FR0013200813	OAT 0,25 % 25 novembre 2026	36 875 000 000			0	x
<b>Échéance 2027</b>		<b>109 252 914 400</b>				
FR0013250560	OAT 1,00 % 25 mai 2027	36 296 000 000			0	x
FR0011008705	OAT€i 1,85 % 25 juillet 2027	23 642 914 400 (1)	1,11734	21 160 000 000	0	
FR0011317783	OAT 2,75 % 25 octobre 2027	49 314 000 000			61 943 600	
<b>Échéance 2028</b>		<b>98 946 388 330</b>				
FR0013238268	OATi 0,10 % 1 mars 2028	13 017 679 200 (1)	1,03710	12 552 000 000	0	x
FR0000571226	OAT zéro coupon 28 mars 2028	29 709 130 (3)		46 232 603	–	
FR0013286192	OAT 0,75 % 25 mai 2028	45 707 000 000			0	x
FR0013341682	OAT 0,75 % 25 novembre 2028	40 192 000 000			0	x
<b>Échéance 2029</b>		<b>137 919 093 961</b>				
FR0013410552	OAT€i 0,10 % 1 mars 2029	9 123 323 310 (1)	1,00599	9 069 000 000	0	x
FR0000571218	OAT 5,50 % 25 avril 2029	39 618 880 458			2 302 646 100	
FR0013407236	OAT 0,50 % 25 mai 2029	36 778 000 000			0	x
FR0000186413	OATi 3,40 % 25 juillet 2029	11 933 890 193 (1)	1,29926	9 185 144 000	0	
FR0013451507	OAT 0,00 % 25 novembre 2029	40 465 000 000			0	x
<b>Échéance 2030</b>		<b>93 768 272 520</b>				
FR0011883966	OAT 2,50 % 25 mai 2030	49 233 000 000			0	x
FR0011982776	OAT€i 0,70 % 25 juillet 2030	16 774 272 520 (1)	1,04813	16 004 000 000	0	x
FR0013516549	OAT 0,00 % 25 novembre 2030	27 761 000 000			0	x
<b>Échéances 2031 et plus</b>		<b>490 718 811 800</b>				
FR0012993103	OAT 1,50 % 25 mai 2031	49 107 000 000			51 900 000	x
FR0000188799	OAT€i 3,15 % 25 juillet 2032	13 977 192 320 (1)	1,29227	10 816 000 000	0	
FR0000187635	OAT 5,75 % 25 octobre 2032	34 059 322 600			10 851 757 400	
FR0013313582	OAT 1,25 % 25 mai 2034	36 541 000 000			0	x
FR0010070060	OAT 4,75 % 25 avril 2035	29 004 000 000			4 164 737 000	
FR0013524014	OATi 0,10 % 1 mars 2036	4 042 000 000 (1)	0,99388	4 042 000 000	0	x
FR0013154044	OAT 1,25 % 25 mai 2036	37 601 000 000			0	x
FR0013327491	OAT€i 0,10 % 25 juillet 2036	7 596 187 560 (1)	1,02804	7 389 000 000	0	x
FR0010371401	OAT 4,00 % 25 octobre 2038	26 534 000 000			4 686 841 400	
FR0013234333	OAT 1,75 % 25 juin 2039	27 375 000 000			0	x
FR0013515806	OAT 0,50 % 25 mai 2040	9 905 000 000			0	x
FR0010447367	OAT€i 1,80 % 25 juillet 2040	14 301 275 820 (1)	1,19706	11 947 000 000	0	
FR0010773192	OAT 4,50 % 25 avril 2041	37 558 000 000			5 960 299 000	
FR0011461037	OAT 3,25 % 25 mai 2045	25 824 000 000			1 028 810 000	x
FR0013209871	OAT€i 0,10 % 25 juillet 2047	10 770 833 500 (1)	1,04318	10 325 000 000	0	x
FR0013257524	OAT 2,00 % 25 mai 2048	28 759 000 000			649 900 000	x
FR0013404969	OAT 1,50 % 25 mai 2050	31 274 000 000			112 300 000	x
FR0013480613	OAT 0,75 % 25 mai 2052	18 736 000 000			241 000 000	x
FR0010171975	OAT 4,00 % 25 avril 2055	18 061 000 000			9 353 518 000	
FR0010870956	OAT 4,00 % 25 avril 2060	16 696 000 000			8 743 304 100	
FR0013154028	OAT 1,75 % 25 mai 2066	12 997 000 000			1 269 900 000	x

[1] valeur nominale x coefficient d'indexation (valeur nominale si le coefficient est inférieur à 1)

[3] valeur actualisée au 28 mars 2020 ; non offerte à la souscription

\* Les certificats des titres créés après le 1er janvier 2013 sont assortis de clauses d'action collectives (CAC) comme tous les titres obligataires de la zone euro, par conséquent non assimilables aux souches émises avant cette date.



### DERNIERS INDICATEURS CONJONCTURELS

Production industrielle, glissement annuel	-4,8 %	11/2020
Consommation des ménages*, glissement annuel	-18,8 %	11/2020
Taux de chômage (BIT)	9,0 %	T3-2020
Prix à la consommation, glissement annuel		
• ensemble	0,0 %	12/2020
• ensemble hors tabac	-0,3 %	12/2020
Solde commercial, fab-fab, cvs	-3,6 Md€	11/2020
" "	-4,6 Md€	10/2020
Solde des transactions courantes, cvs	-1,4 Md€	11/2020
" "	-3,8 Md€	10/2020
Taux de l'échéance constante 10 ans (TEC10)	-0,28 %	29/1/2021
Taux d'intérêt à 3 mois (Euribor)	-0,54 %	29/1/2021
Euro / dollar	1,21	29/1/2021
Euro / yen	127,09	29/1/2021

\* produits manufacturés  
Sources : Insee, Minefi, Banque de France

### SITUATION MENSUELLE DU BUDGET DE L'ÉTAT

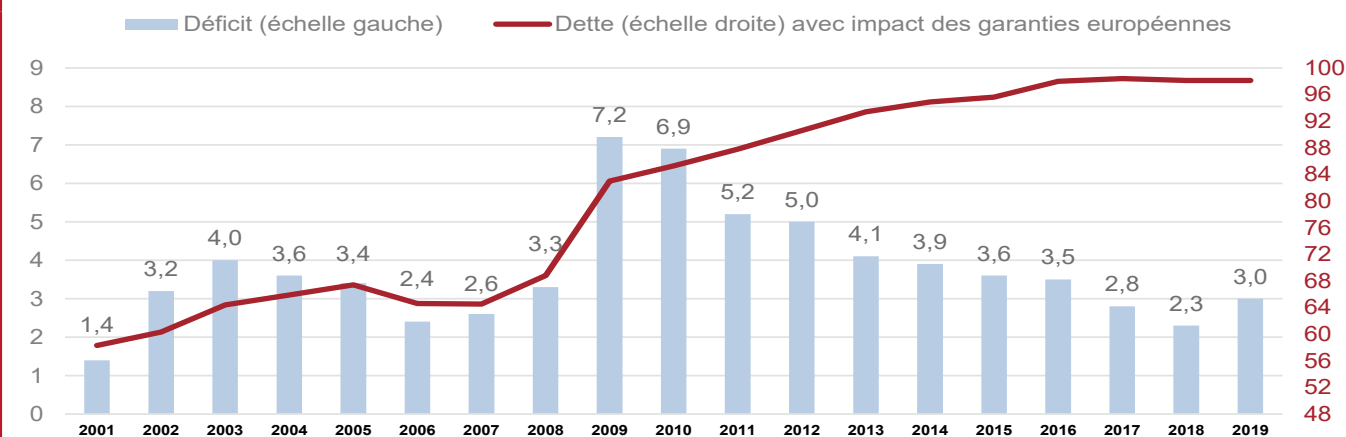
EN MILLIARDS D'EUROS

			niveau à la fin novembre		
	2018	2019	2018	2019	2020
Solde du budget général	-76,91	-96,91	-88,88	-109,72	-171,38
Recettes	313,79	301,07	272,21	256,39	238,95
Dépenses	390,69	397,98	361,10	366,11	410,33
Solde des comptes spéciaux du Trésor	0,82	4,06	-6,76	-4,21	-5,46
Solde général d'exécution	-76,00	-92,69	-95,64	-113,93	-176,85

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de la Relance

### FINANCES PUBLIQUES : DÉFICIT ET DETTE

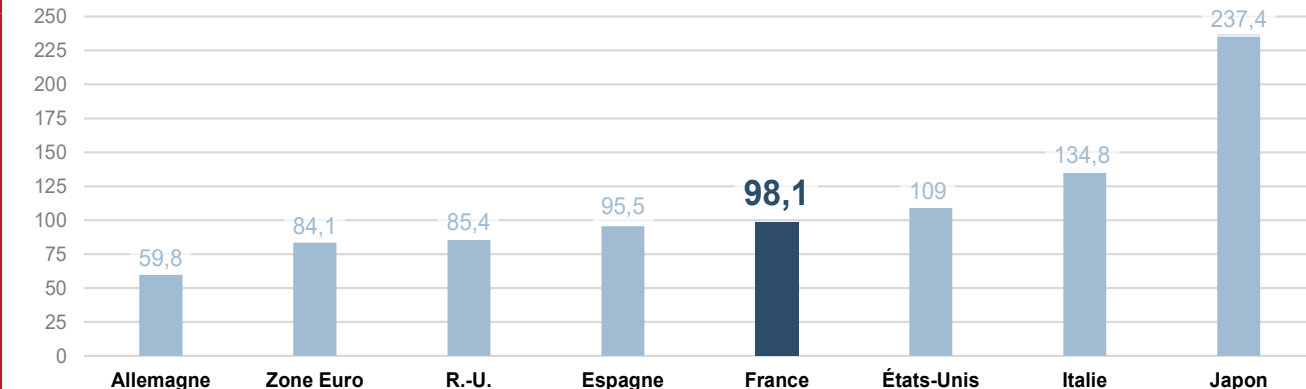
EN % DU PIB



Source : Insee

### DETTE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES EN 2019

EN % DU PIB



Sources : Eurostat, FMI, Insee



FÉVRIER 2021 

**5**

Demandeurs d'emploi T4 2020

**16**

Indice des prix à la consommation : résultats définitifs de janvier

**19**

Enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie en février

**23**

Inflation IPCH : indice de janvier

**24**

Enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages en février

**25**

Dépenses de consommation des ménages en biens en janvier

**26**

Comptes nationaux trimestriels - résultats détaillés au T4 2020

**26**

Indices de prix de production et d'importation de l'industrie en janvier

MARS 2021 

**5**

Balance des paiements en janvier

**15**

Réserves nettes de change en février

**16**

Indice des prix à la consommation en février

**17**

Inflation IPCH : indice de février

**25**

Enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie en mars

**26**

Dettes trimestrielles de Maastricht des administrations publiques T4 2020

**26**

Enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages en mars

**31**

Dépenses de consommation des ménages en biens en février

**31**

Indices de prix de production et d'importation de l'industrie en février

Sources : Insee, Eurostat

Directeur de publication : Anthony Requin

Rédaction : Agence France Trésor

Disponible en français, anglais et également en arabe, chinois, espagnol, japonais et russe sur demande

[www.aft.gouv.fr](http://www.aft.gouv.fr)

Bloomberg : TREX<GO> • REUTERS : <TRESOR> • in

Cette publication, propriété exclusive de l'AFT, est protégée, dans toutes ses composantes, par les dispositions du code de la propriété intellectuelle, notamment celles relatives aux droits d'auteur. Toute reproduction des contenus, intégrale ou partielle, par quelque moyen que ce soit, non autorisée par l'Agence, est strictement interdite. En conséquence, toute reproduction des contenus de l'œuvre, exclusivement limitée à des fins non commerciales, devra dans tous les cas obtenir l'autorisation du titulaire des droits. La demande d'autorisation devra être exercée auprès du directeur de la publication, par courriel, à l'adresse suivante : « [contact@aft.gouv.fr](mailto:contact@aft.gouv.fr) ».

Les réutilisations devront indiquer la source et la date de la reproduction, assorties du symbole « © Agence France Trésor ».